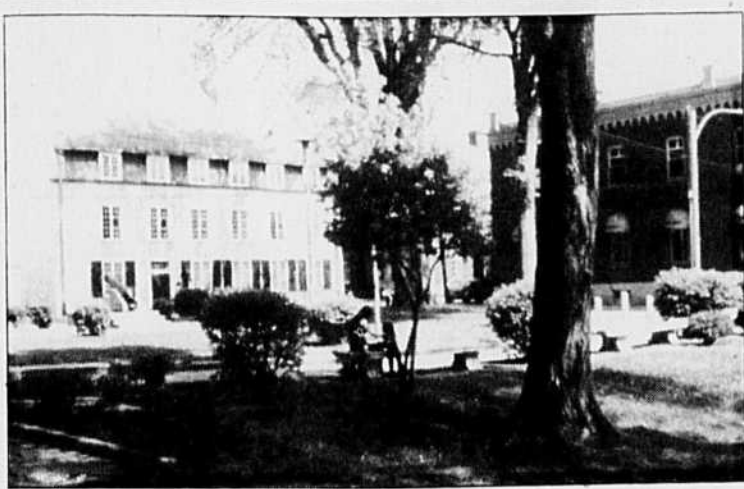


SOCIÉTÉ



Un vent de culture souffle sur Trois-Rivières

Où ailleurs, au Québec, parle-t-on de poésie en campagne électorale ? Peu de villes peuvent se vanter d'accorder autant de valeur aux oeuvres des poètes que Trois-Rivières, où le conseil municipal est à bâtir une politique de développement culturel, accompagnée d'objectifs précis et d'un échéancier de réalisation.

Page 9

Les Nations unies n'ont jamais condamné le projet de la Baie James

Catherine Leconte

« NON, LES NATIONS UNIES n'ont pas condamné le projet hydroélectrique de la Baie James », a expliqué, dans une longue entrevue téléphonique au DEVOIR, l'une des responsables du rapport d'étude dont les Cris, et certains médias canadiens, ont fait grand état hier.

En fait, Lorraine Ruffing, rejointe au Centre sur les corporations transnationales au siège des Nations unies à New York, s'est avouée « assez bouleversée que le communiqué de presse émis par les représentants des Cris à Genève soit intitulé ainsi, parce que nous n'avons rien fait de tel ».

Le communiqué des Cris affirme que ce rapport est « une condamnation accablante des impacts de la phase Un du complexe hydroélectrique de la Baie James sur le peuple Cri et sur l'environnement du Nord québécois ».

« C'est peut-être l'opinion des Cris », a commenté Mme Ruffing. « N'importe qui peut lire ce rapport et l'utiliser comme il veut, mais quand nous l'avons écrit, ce n'était certainement pas notre intention, a-t-elle ajouté. Parce que nous n'en sommes vraiment pas rendus au point où nous pouvons nous prononcer, sauf sur les projets de développement pétroliers dans le nord de l'Alaska et dans la forêt vierge de l'Équateur, parce que nous avons beaucoup plus travaillé sur ces deux régions ».

Il n'est pas exact non plus, comme le quotidien montréalais *The Gazette* croyait pouvoir l'écrire hier, que le Centre sur les corporations transnationales ait d'ores et déjà « l'intention de continuer l'enquête sur le projet de la Baie James ».

En fait, Mme Ruffing, qui dit être la personne à qui le reporter de *The Gazette* a parlé pour son article, nous a précisé que les deux seuls cas mentionnés dans le rapport et sur lesquels une décision a déjà été prise de pousser l'enquête plus loin sont ceux des compagnies pétrolières qui opèrent en Alaska et en Équateur.

D'ailleurs, dit-elle, « je suis vraiment étonnée que les Équatoriens et le gouvernement américain ne nous appellent pas et que des réactions nous viennent du Canada, parce que nous sommes beaucoup plus critiques sur ces deux premiers cas ».

Sur un rapport d'une quarantaine de pages, il n'y a guère que trois paragraphes consacrés à l'hydroélectricité en général, et deux phrases qui mentionnent Hydro-Québec. Le « développement hydroélectrique au Québec » fait de plus l'objet d'un encadré équivalant à deux feuillets dactylographiés. Mais « on aurait aussi bien pu choisir un projet au Brésil », dit Mme Ruffing. On voulait simplement quelque chose sur l'hydroélectricité, en tant que projets de développement qui peuvent avoir des impacts très importants ».

Le rapport en question n'est de toute façon, insiste Mme Ruffing, qu'un « rapport d'étape » fondé sur « des informations très préliminaires ».

La méthodologie suivie par le Centre a seulement consisté pour l'instant à envoyer 750 questionnaires à des groupes autochtones du continent américain sur les projets de développement menés par des compagnies transnationales sur ou proches de leurs terres. Ce qui explique que ni Hydro-Québec, ni le gouvernement du Québec ne figurent parmi les sources citées par le rapport.

Voir page 4: Nations unies

Bush et Gorbatchev convoquent une conférence sur le Proche-Orient

Les présidents signent le traité de désarmement START

d'après Reuter et AFP

MOSCOU — À l'issue de leur sixième sommet, les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont signé hier au Kremlin le traité START de limitation des armements stratégiques et annoncé qu'ils tenteraient de réunir en octobre une conférence de paix au Proche-Orient.

Cet accord américano-soviétique sur une conférence de paix a été aussitôt bien accueilli par l'Égypte et la Communauté européenne, alors qu'Israël réaffirmait que sa participation dépendait d'une entente sur la représentation palestinienne.

« Notre réponse dépend d'abord d'un règlement de la question de la

composition de la délégation palestinienne », a déclaré M. Yossi Ahmeir, directeur du bureau du premier ministre israélien Yitzhak Shamir.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker se rend aujourd'hui en Israël, avant la Jordanie et trois pays du Maghreb, pour promouvoir ses propositions de conférence. M. Ahmeir a exprimé l'espoir que la venue de M. Baker à Jérusalem permette de lever les « derniers obstacles à la tenue d'une conférence de paix ».

La négociation du traité START, qui couvre un document d'environ 700 pages, s'est étalée sur neuf ans. Il précise les conditions draconiennes

de vérification et de destruction d'environ un tiers des arsenaux stratégiques (missiles balistiques et bombardiers à long rayon d'action) des deux super-grands.

Chacun des deux présidents a souligné le poids historique du document, qualifié de réussite morale par Gorbatchev et de pas en avant important dans la dissipation d'un demi-siècle de méfiance par Bush.

Pour en symboliser la portée, les deux hommes ont signé le volumineux traité avec des stylos taillés dans le métal de missiles détruits.

Le traité START est le troisième et le plus important des traités américano-soviétiques de désarmement

conclu depuis quatre ans. Il a été précédé d'une réduction des forces conventionnelles en Europe et d'une élimination des armes nucléaires de moyenne portée.

Il doit encore recevoir l'approbation officielle du Sénat américain et du Soviet suprême.

Après la signature de l'accord, George Bush a annoncé dans une conférence de presse conjointe avec M. Gorbatchev que Washington et Moscou tenteraient de réunir une conférence de paix au Proche-Orient en octobre, en vue de « lancer des négociations bilatérales et multilatérales ».

Voir page 4: Proche-Orient



Pour en symboliser la portée, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont signé le volumineux traité START avec des stylos taillés dans le métal de missiles détruits. La signature de ce traité de désarmement met fin à neuf ans de négociations.

Sept gardes frontaliers lituaniens assassinés

d'après Reuter et AFP

MOSCOU — Sept gardes frontaliers lituaniens ont été tués et un autre a été grièvement blessé hier à la frontière avec la Biélorussie, alors que le sommet américano-soviétique se déroulait à Moscou.

Dans la capitale lituanienne, Vilnius, le président Vytautas Landsbergis a déclaré à la presse qu'il était prématuré de désigner un coupable. Mais il a attribué au Kremlin la responsabilité ultime de la violence dans les républiques baltes.

Mikhaïl Gorbatchev et George

Bush ont déclaré regretter la mort des gardes et le président soviétique a ordonné qu'une enquête soit instituée.

Le président russe Boris Eltsine s'est prononcé hier pour le retrait des forces spéciales du ministère soviétique de l'Intérieur (OMON) de Lituanie.

« C'est un crime que je condamne sévèrement, quels que soient ceux qui l'ont perpétré », a déclaré M. Eltsine cité par le porte-parole de la présidence russe M. Pavel Vochitchanov, selon l'agence RIA.

« Dès maintenant, je tiens à affir-

mer que, afin d'éviter à l'avenir de tels incidents, je suis pour le retrait des unités d'OMON hors de la république de Lituanie », a déclaré M. Eltsine.

Les faits qui entourent la fusillade, a dit le président soviétique, demeurent obscurs.

Comme le poste-frontière de Medininkai, à 40 km de Vilnius, ne répondait pas aux appels, des responsables lituaniens s'y sont rendus hier matin et ont découvert les cadavres de six gardes. Deux blessés, touchés par balle à la tête, ont été hospitalisés d'urgence et l'un est décédé

plus tard. Un autre garde est porté disparu.

Il n'y avait pas de signes de lutte, ont dit des journalistes lituaniens qui sont allés sur place. Des munitions d'un modèle ancien de Kalashnikov ont été retrouvées sur le sol et des armes des gardes avaient disparu.

Il s'agit de l'incident de frontière le plus grave depuis la proclamation de l'indépendance lituanienne, l'année dernière.

« Cela ne ressemble pas à l'oeuvre de criminels, mais à un travail de professionnels », a déclaré un journaliste d'urgence et l'un est décédé

Voir page 4: Sept gardes

La mésaventure de Kemtec met en jeu près de 44 millions \$ en fonds publics

Michel Venne

de notre bureau de Québec

QUELQUE 44 millions \$ prêtés, investis ou garantis par le gouvernement du Québec sont en jeu dans la mésaventure du complexe pétrochimique de Kemtec, dans l'est de Montréal, le canard boiteux dont Lavalin cherche à se départir.

Québec, par le biais de la Société de développement industriel (SDI), a en effet consenti depuis 1987 quatre aides financières totalisant 28,6 millions \$ et accordé à la filiale du groupe dirigé par Bernard Lamarre une garantie de prêt de 15 millions \$.

Cette garantie de prêt, de même que la plus récente des quatre contributions en espèces ont été octroyées le 12 décembre par le conseil des ministres. La publication du décret concernant ces deux contributions financières avait été différée jusqu'au 10 juillet dernier, afin « de ne pas porter préjudice » à l'entreprise.

Comme tout créancier, la SDI « suit de près le dossier », a indiqué hier son porte-parole M. Claude Meunier.

Le contrôle de Kemtec est passé cette semaine dans les faits aux mains de ses principaux créanciers, apprendrait-on mardi. Les membres

du conseil d'administration de Kemtec, M. Bernard Lamarre en tête, ont tous démissionné la semaine dernière. La firme annonçait mardi qu'elle accusait une perte de 21,1 millions \$ cette année qui s'ajoute à une perte de 7,7 millions \$ l'an dernier.

Vendredi soir, la direction de la firme, qui repose entre les mains de son président et chef de la direction M. Damien de Geldere, annonçait la « suspension temporaire » de ses activités de production à Montréal-Est et la mise à pied de la plupart de ses 300 employés. La société pétrochimique invoque « la situation financière de l'entreprise et la précarité

des marchés mondiaux » pour se justifier.

En mai dernier, Lavalin annonçait son intention de se défaire de sa filiale pétrochimique pour recentrer ses activités dans le domaine du génie-conseil.

M. Meunier fait remarquer que « le dossier est jeune » et qu'il n'y a pas lieu pour le moment d'envisager les pires hypothèses. « Il est rare qu'une aussi grande entreprise ferme complètement », dit-il. Alors il est peu probable que la SDI perde la totalité de sa mise. En outre, la SDI détient des garanties sur le plus im-

Voir page 4: Kemtec

De nouvelles données confirment la reprise

Michel Van de Walle

de la Presse Canadienne

— La reprise de l'économie canadienne semble bel et bien engagée puisqu'en mai, le produit intérieur brut a connu son second mois consécutif de croissance.

Les données de Statistique Canada publiées hier révèlent en effet que le PIB au mois de mai a augmenté de 0,6 %, suivant en cela la hausse de 0,9 % qui avait été enregistrée en avril.

« La reprise économique est installée », a commenté un économiste de la Banque Royale, Benoît Durocher. « On est même un peu surpris puis-

que pour le mois de mai, on s'attendait à une croissance de 0,4 %. De plus, les données du mois d'avril n'ont pas été révisées à la baisse et sont maintenues à 0,9 % ».

« Nous sommes très étonnés, ce sont deux bonnes hausses consécutives. C'est majeur », dira de son côté l'économiste Robert Normand, du Mouvement Desjardins. Il s'attendait plutôt à voir le PIB augmenter de seulement 0,2 ou 0,3 % en mai.

Dominique Vachon, économiste à la Banque Nationale, pense que l'économie est maintenant sur la voie du redressement. Elle se dit particulièrement encouragée du fait que c'est dans le secteur manufacturier

Voir page 4: Reprise

CAHIER SPÉCIAL

ÉDUCATION ET FAMILLE

PARUTION LE 16 AOÛT DANS LE DEVOIR

Aux yeux des Québécois et des Québécoises, la famille est la valeur la plus importante. Qu'en est-il exactement? Le Québec est-il engagé sur cette voie? Famille et éducation: les parents en demandent-ils trop à l'école?

Réservation publicitaire: 842-9645
Date de tombée: 8 août

Accès-Bleuets retire son poste de péage volontaire

CHICOUTIMI (PC) — Le mouvement Accès-Bleuets a accepté de lever lui-même son poste de péage volontaire, qu'il a érigé en fin de semaine dernière à l'entrée nord de la réserve faunique des Laurentides, en échange d'une rencontre de gens du Saguenay, dont des maires, avec le ministre délégué aux Transports, Robert Middlemiss, la semaine prochaine.

L'annonce du dénouement a été faite théâtralement sur le site de l'ancienne barrière de la réserve faunique devant 200 personnes, quelques minutes après l'expiration de l'ultimatum fixé à 18h par la direction régionale du ministère des Transports

Mais depuis 17h10, tout avait déjà été convenu entre le maire de Chicoutimi, M. Ulrich Blackburn, et le ministre délégué Middlemiss, ce qui mettait fin à un chassé-croisé téléphonique entre Chicoutimi et Québec.

La date exacte, l'heure et le lieu de la rencontre seront arrêtés, aujourd'hui, après que les maires du Saguenay se seront mis d'accord sur les participants et le contenu de la rencontre avec le ministre.

La présidente d'Accès-Bleuets, Marina Larouche, qui avait fait appel au maire Blackburn pour qu'il trouve un dénouement heureux, a annoncé à la foule nerveuse qu'elle ac-

ceptait les termes de l'accord et que le poste de péage et tout le dispositif de signalisation disparaîtraient des lieux avant 8h dimanche matin.

Dans son adresse à la foule, Mme Larouche a prévenu tout de suite les éventuels fauteurs de trouble ou des partisans déçus contre un dérapage de la manifestation: « S'il y avait de la violence, je me retirerais immédiatement. Je ne suis pas une femme violente. »

Elle a insisté sur le fait que ce serait le mouvement Accès-Bleuets lui-même qui retirerait les installations des abords de la route 175 et que son but immédiat de faire une démonstration d'appui populaire avait été

atteint de façon éclatante. Vers 17h, plusieurs dizaines de curieux et de sympathisants de l'action d'Accès-Bleuets avaient répondu à l'appel lancé sur les ondes des médias électroniques pour se rassembler sur la route 175.

Vers 18h, la foule massée de chaque côté de la route atteignait 200 personnes, ce qui a eu pour effet de ralentir considérablement la circulation. Les automobilistes surpris par le comité d'accueil ont fait preuve de patience et de civisme. Un certain moment, la foule guettait les réactions des conducteurs et chaque paiement volontaire était chaleureusement salué par des applaudissements.

Cinq minutes après l'heure limite, plusieurs camions du ministère des Transports se sont approchés et ont stationné sur l'emprise de la route à quelques centaines de pieds de la foule. Deux représentants se sont avancés plus près dans une camionnette. Un homme est sorti pour rencontrer la présidente d'Accès-Bleuets et la sommer par voie de lettre de dégager la route.

C'est à ce moment que Mme Larouche a donné l'assurance à son interlocuteur du ministère des Transports qu'elle acceptait les termes de l'entente intervenue entre le ministre délégué et le maire de Chicoutimi.

Bourassa décline l'invitation des Cris

QUÉBEC (PC) — Le premier ministre Bourassa a refusé une invitation d'aller adresser la parole à l'assemblée générale annuelle des indiens Cris qui se tiendra au village de Mistassini, sur la rive sud du lac de Mistassini, du 6 au 8 août.

C'est ce qu'a affirmé hier l'attachée de presse du chef du gouvernement, Mme Sylvie Godin, en précisant que l'horaire de M. Bourassa ne lui permettait pas de se rendre à cette réunion.

Les Cris auraient voulu profiter de l'occasion pour discuter du projet hydroélectrique de Grande-Baleine.

Ce projet de 6,5 milliards\$ qui tient tant à cœur au premier ministre prévoit le harnachement de cinq rivières et l'inondation d'un territoire aussi vaste que l'Île-du-Prince-Édouard.

Les Cris de cette région du nord québécois s'opposent fermement au projet pour des raisons d'écologie et de protection de leur mode de vie.

M. Bourassa a cependant assuré les dirigeants cris qu'il serait disposé à les rencontrer plus tard cet automne quand son emploi du temps le permettra.

pendant pas faire oublier qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire avant que l'économie canadienne ne retrouve le niveau atteint avant la récession. Dans le secteur manufacturier, notera M. Normand, nous sommes toujours à un niveau inférieur de 9,4% en regard au sommet atteint en mai 1989.

◆ Nations unies

C'est seulement dans la seconde étape de l'étude, qui s'ouvre maintenant et qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 1992, que le Centre va approfondir certains des cas que des groupes autochtones lui ont signalés. Et pour ce faire, il demandera des renseignements supplémentaires aux gouvernements et entreprises concernées avant de hasarder des conclusions.

« La Baie James, c'est un questionnaire sur 750! Nous allons essayer d'identifier les cas les plus graves », a déclaré Mme Ruffing. Et, a-t-elle ajouté, « si on fait une enquête complète sur la Baie James, ce sera probablement un meilleur scénario que ce qu'on voit en Equateur ou dans d'autres pays ».

Car contrairement à ce qui se passe en Equateur, a-t-elle conclu, « dans le cas d'Hydro-Québec, vous avez fait au préalable un traité sur les droits territoriaux, avec consultation et indemnisation des autochtones. (...) Disons qu'il faut probablement faire des ajustements pendant tout projet de développement. Quelquefois, même quand on prend la peine de planifier, les choses ne se passent pas comme prévu et des ajustements sont nécessaires, et je pense que c'est le cas pour Hydro-Québec ».

Par ailleurs, à Québec, le ministre des Affaires indiennes Christos Sirros a qualifié d'injuste et alarmiste ce rapport du Centre des Nations Unies sur les corporations transnationales, qui ne tient pas compte, selon lui, des retombées positives du développement hydroélectrique de la Baie James pour les autochtones du Nord du Québec.

Personne ne nie que le développement comporte des effets négatifs. Mais il existe d'autres aspects, qui sont absents des rapports, a déploré M. Sirros.

Le rapport place le Québec dans la même catégorie que le Brésil et l'Inde pour leur traitement des peuples indigènes dont la vie est perturbée par la mise en oeuvre de projets hydroélectriques. Il fait état de dommages sociaux et écologiques qui seraient provoqués par l'exploitation des ressources de la Baie James, notamment la perturbation des mouvements migratoires et de la production des poissons et du gibier, et l'accès élargi de chasseurs, bûcherons et travailleurs non-autochtones aux terres autochtones.

« Les Cris et l'Inuit ont une alimentation déficiente, une mauvaise santé, des problèmes croissants d'alcoolisme, de toxicomanie et de violence familiale », dit le document.

M. Sirros a soutenu que le projet de la Baie James avait néanmoins eu des effets positifs pour les autochtones. La population crie a doublé et vu son espérance de vie augmenter, a-t-il souligné, ajoutant qu'un programme de sécurité du revenu avait été instauré à l'intention des chasseurs et des trappeurs, leur permettant de maintenir leur mode de vie traditionnel. « Ce que je dis, c'est qu'il (le rapport) semble plutôt partiel », a-t-il insisté.

Le ministre a reconnu que le document s'inscrit dans une vague mondiale de critiques concernant le développement de la Baie James, et plus particulièrement sa phase 2, qui doit débiter avec le projet de Grande-Baleine, évalué à plus de 12 milliards\$.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Proche-Orient

« Il existe une occasion historique de lancer un processus qui puisse conduire à une paix durable et un règlement global au Proche-Orient. Nous partageons la ferme conviction qu'il ne faut pas laisser passer cette occasion », a déclaré M. Bush.

« Les États-Unis et l'Union soviétique, agissant ensemble comme coparrains, vont s'efforcer de convoquer une conférence de paix destinée à lancer des négociations bilatérales et multilatérales, a poursuivi M. Bush. Les invitations à la conférence seront envoyées au plus tard dix jours avant la date de sa tenue. Entre temps, M. Baker et M. Bessmertnykh continueront de travailler avec les parties pour préparer cette conférence ».

Il a reconnu que l'État juif n'avait pas encore accepté les propositions américaines pour des pourparlers directs israélo-arabes — les premiers en 40 ans de conflits.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Alexandre Bessmertnykh, a de son côté annoncé qu'il se rendrait prochainement en Israël pour des documents rétablissant les relations diplomatiques, rompues au lendemain de la guerre des Six jours, en 1967.

Pour s'entretenir du Proche-Orient, Bush et Gorbatchev avaient quitté Moscou dans la matinée pour se rendre à Novo-Ogaryovo, résidence secondaire officielle du président soviétique située à une demi-heure de Moscou, sur les bords de la Moskova.

Yossi Ahimeir a dit à la radio qu'il ne pouvait donner de précision sur la réponse israélienne à James Baker. Pressé de dire si le secrétaire

d'État obtiendrait une réponse, le collaborateur de Yitzhak Shamir a fait observer que « le fait qu'il vienne demain montre que certains progrès ont certainement été enregistrés ».

Avi Pazner, porte-parole du premier ministre, a confirmé que la représentation des Palestiniens des territoires occupés demeurerait la principale pierre d'achoppement et que les pourparlers avec Washington à ce sujet n'étaient pas terminés.

Hanan Achraoui, personnalité palestinienne qui a rencontré James Baker lors de précédentes visites, a réaffirmé que les Palestiniens entendaient avoir le droit de choisir leurs représentants aux discussions de paix.

« Nous ne voulons plus faire davantage de compromis », a-t-elle dit. Elle a ajouté que les dirigeants palestiniens n'avaient pas encore décidé s'ils rencontreraient à nouveau James Baker.

L'Iran a de son côté dénoncé toute négociation arabe avec Israël.

Le guide spirituel de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré en faisant allusion à la Syrie, alliée de Téhéran, que tout négociation « conduirait à l'affaiblissement des gouvernements arabes et à une plus grande instabilité dans la région ».

Des Palestiniens radicaux ont également critiqué le projet de conférence.

Le Front démocratique pour la libération de la Palestine, basé à Damas, a exhorté l'OLP à rejeter les propositions américaines de discussions, ajoutant qu'elles ne garantiraient pas un minimum de droits aux Palestiniens.

L'Égypte, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, M. Amr Moussa, a affirmé que la décision américano-soviétique « est un pas important sur la voie d'un règlement pacifique du conflit israélo-arabe ».

Dans une déclaration à l'AFP, M. Moussa a estimé qu'« une telle annonce confirme que toutes les parties ont répondu par l'affirmative aux propositions américaines. Les

efforts doivent être consacrés à présent à la tenue de cette conférence », a-t-il ajouté.

La Communauté européenne, pour sa part, est très satisfaite, a déclaré à La Haye un porte-parole de la présidence néerlandaise du Conseil des ministres de la CEE.

Tout en rappelant « qu'en tant que participant à cette conférence, la Communauté et ses États membres entendent apporter leur pleine contribution », le porte-parole a souligné la nécessité de surmonter les dernières difficultés, y compris la question de la représentation palestinienne.

Par ailleurs, le bon déroulement du sommet ne semble pas avoir été affecté par le grave incident survenu à l'aube à la frontière de la Lituanie et de la Biélorussie, où sept gardes-frontières lituaniens ont été tués et un autre grièvement blessé dans leur poste de garde par de mystérieux agresseurs.

◆ Kemtec

portant des prêts (13 millions \$) consentis à la firme.

Depuis 1987, l'aide financière du gouvernement du Québec a pris la forme suivante:

■ Une subvention de 2 millions \$ a été accordée à Kemtec lors de l'acquisition des actifs de la raffinerie Gulf, ceci dans le cadre d'une entente Québec-Canada;

■ Un prêt sans intérêt de 9,6 millions \$, remboursable dans 15 ans, a été consenti en 1988;

■ Un prêt participatif de 13 millions \$ a été octroyé la même année pour aider Kemtec à financer des travaux de réaménagement de ses installations d'une valeur totale de 150 millions \$; Kemtec ne doit commencer à rembourser ce prêt, garanti par les actifs de la firme, qu'à la fin de 1991;

■ Le 12 décembre 1990, le gouvernement accordait une aide de 4 millions \$ sous forme d'acquisition d'actions par la SDI;

■ Et acceptait de garantir, jusqu'à concurrence de 15 millions \$, le remboursement de 50% des pertes que

pourraient encourir les institutions financières sur une portion d'une marge de crédit à obtenir par la société pétrochimique.

Kemtec a été créée en 1986 à la suite de la fermeture de la raffinerie Gulf. Transformée en complexe pétrochimique, Kemtec est le seul producteur canadien de paraxylène, un composé qui entre dans la fabrication des plastiques. On produit à Montréal-Est également du xylène, du cumène, du phénol, de l'acétone, du benzène, des essences sans plomb et des composants à haut indice d'octane. Le complexe de Kemtec est de taille mondiale (17e rang au monde).

Depuis 1986, Kemtec a connu plusieurs problèmes de démarrage, notamment deux explosions ont retardé sa mise en marche, fait remarquer le porte-parole de la SDI. Au gouvernement on continue de croire que le projet de Lavalin est viable. M. Meunier fait remarquer que Kemtec a subi les contrecoups de la guerre du Golfe et de la récession.

Le porte-parole du ministre de l'Industrie, M. Gerald Tremblay, rappelle pour sa part que la pétrochimie est un des secteurs clés pour l'avenir économique du Québec.

Si Kemtec est vendu, le soutien financier déjà accordé par Québec pourrait se poursuivre, affirme M. Meunier. Si le nouvel acquéreur est québécois, cela se fera aisément. S'il est étranger, Québec devra évaluer l'opportunité de maintenir son aide. La SDI pourrait, le cas échéant, demander le remboursement immédiat par l'acheteur des prêts qui ont été consentis.

En outre, le gouvernement du Québec suit de près l'ensemble du dossier de Lavalin. Le ministre Tremblay n'était pas disponible hier pour commenter, mais son porte-parole, M. Jean-Luc Trahan, a indiqué que le gouvernement cherchait à s'assurer que cette très importante firme de génie-conseil demeure entre les mains d'intérêts québécois. Le groupe Lavalin représente 6000 emplois au Québec et est un des symboles du génie québécois à travers le monde. Québec a consenti à Lavalin, en mai dernier, une garantie de prêt de 10 millions \$. Lavalin se trouve en mauvaise posture et cherche des partenaires. L'hypothèse d'une fusion avec l'autre géant du génie-conseil au Québec, SNC, est toujours dans l'air.

◆ Sept gardes

curier en Lituanie, Sergueï Tavereti.

Les postes-frontières érigés par les républiques sécessionnistes de Lituanie, Lettonie et Estonie ont été fréquemment cette année la cible d'attaques des OMON (bêrets noirs du ministère de l'Intérieur soviétique).

Le ministre soviétique de l'Intérieur, Boris Pugo, a démenti que les OMON aient été impliqués dans cette attaque et s'est dit « choqué par la tragédie ». Les chefs des OMON en Lituanie ont déclaré à l'agence Tass que leurs hommes avaient tous passé la nuit à la caserne.

La commission de Défense du gouvernement de Vilnius s'est réunie en séance extraordinaire et le gouvernement a suspendu les Jeux mondiaux lituaniens, événement sportif organisé pour la première fois dans la république.

Le président lituanien a estimé que l'attaque pouvait avoir été préméditée par des tenants de la ligne dure dans les forces spéciales pour perturber le sommet Bush-Gorbatchev.

Les précédents raids imputés aux OMON, notamment celui qui avait eu lieu dimanche avant l'arrivée de George Bush, semblaient viser à discréditer Mikhaïl Gorbatchev et jeter le doute sur sa capacité à contrôler la situation intérieure de l'Union soviétique.

Vytautas Landsbergis a également accusé les États-Unis d'avoir abandonné la cause balte, dont ils s'étaient faits les champions à l'époque de la guerre froide.

« Les États-Unis ferment les yeux et n'exigent pas vraiment de l'Union soviétique le châtiement des auteurs des meurtres commis en janvier en Lituanie et en Lettonie », a-t-il ajouté.

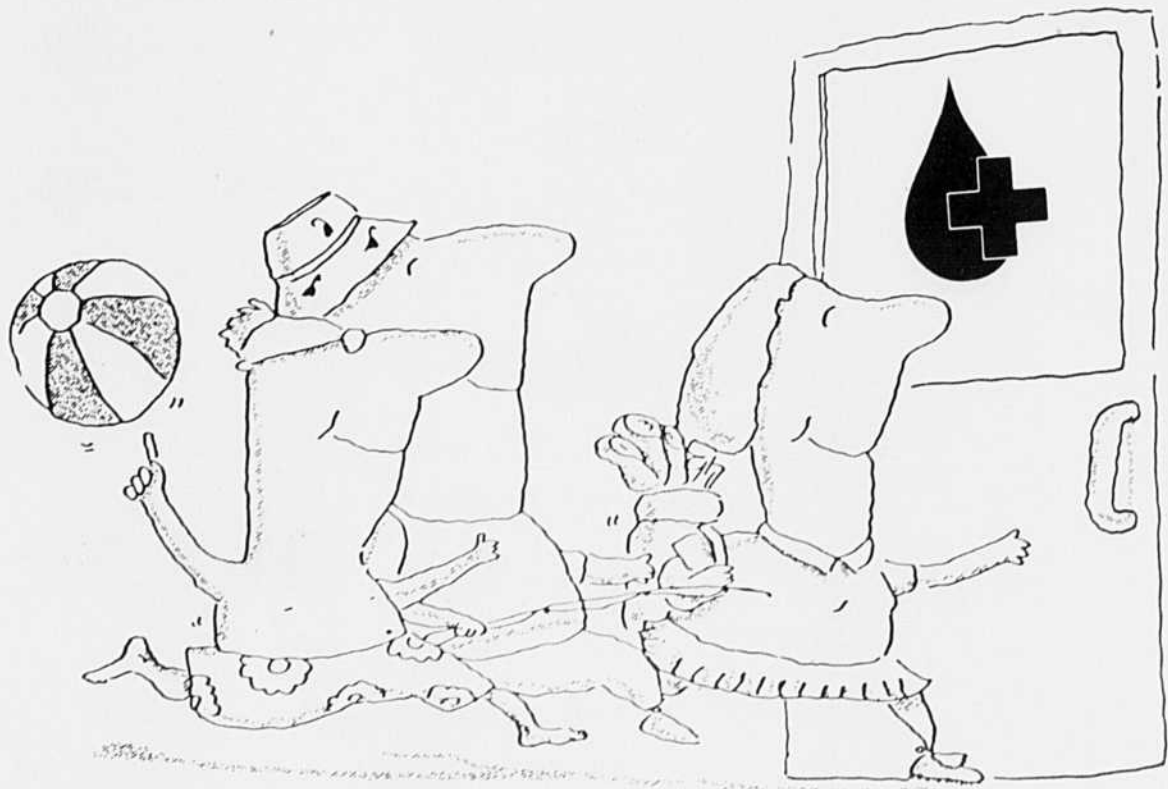
Il faisait allusion aux incidents survenus le 13 janvier lors de l'assaut de parachutistes soviétiques contre la télévision de Vilnius. Il y avait eu 14 morts. Deux semaines plus tard, les OMON avaient tué cinq personnes au cours d'une opération commando contre le ministère letton de l'Intérieur.

George Bush, qui a publiquement soulevé la question balte au début de sa visite à Moscou, a déclaré qu'il ne serait pas juste de lier la fusillade au conflit entre ces républiques et le pouvoir central soviétique.

« Je regrette la violence. Nous sommes clairement favorables à des négociations qui réduiraient la violence aux frontières », a dit le président américain.

Washington a toujours refusé de reconnaître l'annexion en 1940 des pays baltes par l'URSS, mais George Bush ne semblait pas vouloir polémiquer avec son hôte sur cette question.

MOI, JE DONNE DU SANG CET ÉTÉ!



La Société canadienne de la Croix-Rouge

1er août

par la PC et l'AP

1990: dans la crise autochtone, le gouvernement fédéral annule l'offre d'achat qu'il avait déposée pour les 67 acres de terrain dont la ville d'Oka était propriétaire.
1987: un accident lors d'une excursion en radeau fait cinq morts en Colombie-Britannique.